



Analyse Globale de la
Vulnérabilité et de la Sécurité
Alimentaire (AGVSA)

République du Bénin

RÉSUMÉ

Janvier 2014



Royaume des Pays-Bas

BILL & MELINDA
GATES foundation



Programme
Alimentaire
Mondial

wfp.org/fr

SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Plus d'un dixième de la population en insécurité alimentaire

Au Bénin, 1,1 million de personnes étaient en insécurité alimentaire au moment de l'enquête, représentant 11 pour cent des ménages (<1% en insécurité alimentaire sévère et 11 pour cent en insécurité alimentaire modérée). Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente ou ne peuvent assurer leurs besoins alimentaires minimum sans avoir recours à des stratégies d'adaptation irréversibles.

Un tiers de la population en sécurité alimentaire limitée

Environ, 34 pour cent des ménages sont en sécurité alimentaire limitée, c'est-à-dire qu'ils peuvent s'assurer une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles mais ils ne peuvent pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles. Environ 55 pour cent des ménages sont en sécurité alimentaire.

Des prévalences élevées dans le Couffo, le Mono et l'Atacora mais inégalement réparties

Le Couffo, le Mono et l'Atacora sont les départements qui ont les plus forts taux d'insécurité alimentaire avec respectivement 29, 28 et 25 pour cent des ménages en insécurité alimentaire. Les taux sont supérieurs à 10 pour cent dans l'Alibori, le Borgou, la Donga et le Zou.

L'insécurité alimentaire est inégalement répartie au sein des départements. Ainsi la situation est critique dans certaines communes où l'insécurité alimentaire touche plus d'un quart de la population, voire jusqu'à plus de 40 pour cent.

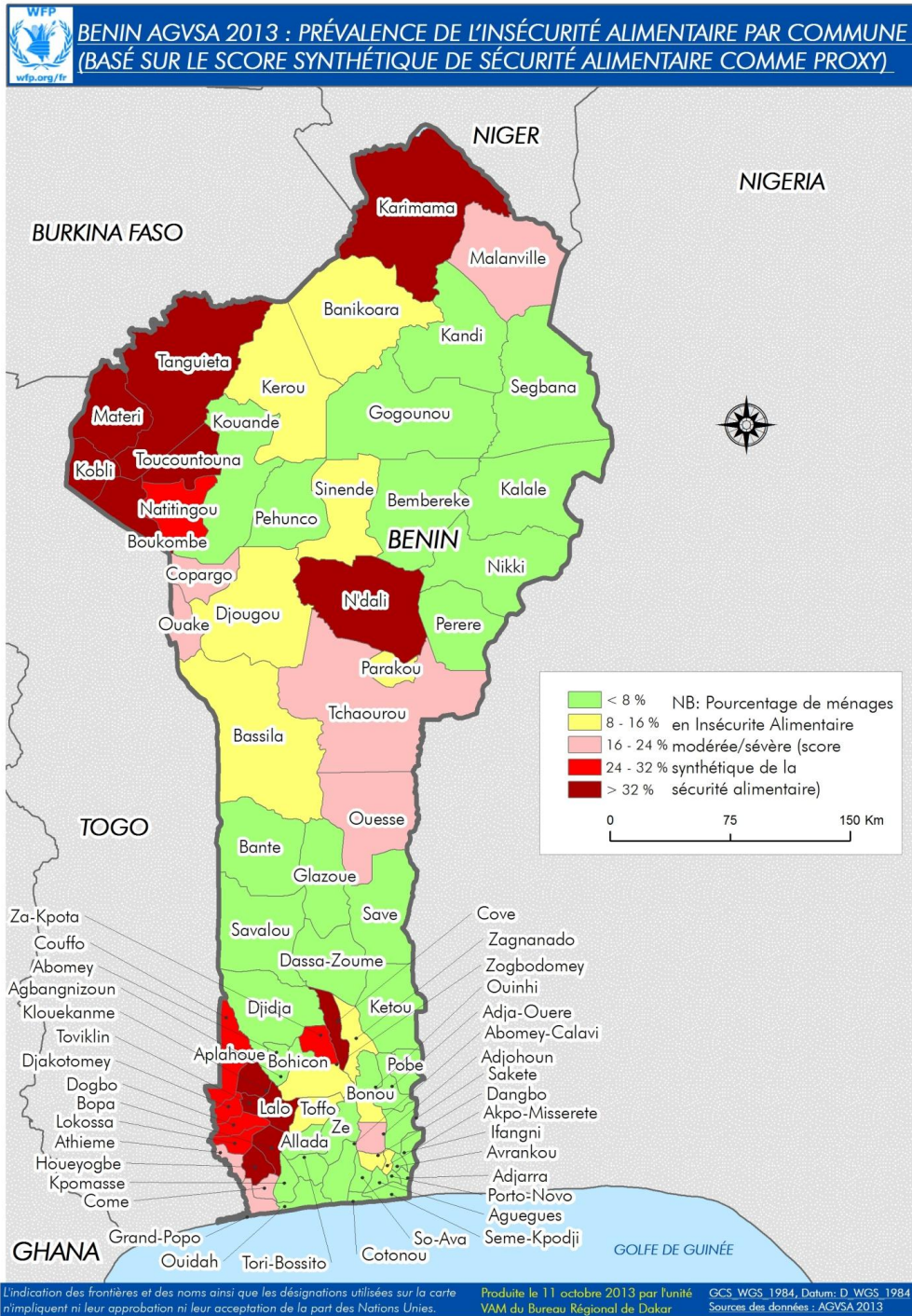
- **Couffo** : Toviklin (35%), Lalo (35%), Klouekanme (34%), Aplahoué (28%), Dogbo (26%) et Djakotomey (24%)
- **Mono** : Bopa (40%) et Houeyogbe (34%) et Lokossa (27%)
- **Atacora** : Boukoumbe (43%), Tanquieta (38%), Toucountouna (37%), Kobli (36%), Materi (35%) et Natitingou (26%)
- **Bourgou** : N'dali (35%)
- **Alibori** : Karimama (39%)
- **Zou** : Cové (39%), Zakpota (28%)

La situation est mauvaise aussi dans les communes suivantes où autour d'un cinquième de la population est en insécurité alimentaire: Malanville (20%) dans l'Alibori, Tchaourou (21%) dans le Borgou, Ouèssè (16%) dans les Collines, Copargo (20%) et Ouaké (22%) dans la Donga, Athiémé (23%), Comè (19%), Grand-Popo (16%) dans le Mono, Adjohoun (16%) et Dangbo (16%) dans l'Ouémé.

Classification de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire des ménages est classifiée à partir d'un score composite qui prend en compte les deux dimensions essentielles de la sécurité alimentaire:

- La consommation alimentaire des ménages qui indique l'état de leur consommation à court terme. L'enquête utilise le score de consommation alimentaire qui indique la diversité du régime alimentaire, la fréquence de consommation des aliments et l'importance nutritionnelle relative des groupes d'aliments consommés. Il est calculé pour les sept jours précédents l'enquête.
- L'accès aux aliments et la capacité d'adaptation des ménages qui indiquent leur capacité à se procurer de la nourriture sur le plus long terme. L'enquête s'est ainsi penchée sur la part du budget que les ménages consacrent aux dépenses alimentaires (plus cette part est élevée plus les ménages sont vulnérables) et à l'épuisement de leurs avoirs à travers l'analyse de leurs stratégies d'adaptation.



Le taux d'insécurité alimentaire est plus élevé dans les zones rurales (15%) que dans les zones urbaines (8%).

La sécurité alimentaire limite peut être assez élevée dans certains départements. Ainsi, dans l'Alibori, 60 pour cent des ménages sont en sécurité alimentaire limite. La prévalence est au-dessus de 40 pour cent des ménages dans les départements de l'Atacora (45%), des Collines (45%), du Couffo (45%) et du Plateau (42%).

Tableau de la prévalence de l'insécurité alimentaire par département

Département et Milieu de résidence étendu	Population 2013	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire (sévère/modérée)		Sécurité alimentaire limite		Sécurité alimentaire	
		%	Nombre personnes	%	Nombre personnes	%	Nombre personnes	%	Nombre personnes	%	Nombre personnes
Alibori	868 046	1%	9 000	11%	92 000	12%	101 000	60%	523 000	28%	244 000
Atacora	769 337	1%	7 000	25%	189 000	25%	196 000	45%	349 000	29%	224 000
Atlantique	1 396 548	0%	1 000	5%	72 000	5%	73 000	35%	485 000	60%	839 000
Borgou	1 202 095	0%	3 000	12%	149 000	13%	152 000	34%	412 000	53%	639 000
Collines	716 558	0%	1 000	6%	46 000	7%	47 000	45%	326 000	48%	344 000
Couffo	741 895	0%	3 000	29%	216 000	29%	219 000	45%	337 000	25%	186 000
Donga	542 605	0%	2 000	15%	81 000	15%	83 000	23%	125 000	62%	334 000
Littoral	678 874	0%	<1 000	1%	6 000	1%	6 000	9%	64 000	90%	609 000
Mono	495 307	2%	12 000	25%	126 000	28%	138 000	33%	162 000	39%	195 000
Ouémé	1 096 850	0%	2 000	6%	62 000	6%	64 000	26%	281 000	69%	752 000
Plateau	624 146	0%	1 000	3%	16 000	3%	17 000	42%	262 000	55%	344 000
Zou	851 623	0%	<1 000	10%	82 000	10%	83 000	35%	297 000	55%	471 000
Cotonou	NA					1%		9%		90%	
Rural	NA					15%		43%		42%	
Total	9 983 884	0%	37 000	10%	1 048 000	11%	1 084 000	34%	3 367 000	55%	5 533 000

Source: Données ménages de l'AGVSA 2013 ; NA = pas disponible

Recours aux stratégies d'adaptation

Au cours des 30 jours précédant l'enquête, 31 pour cent des ménages ont eu recours à des stratégies dites de stress (par exemple l'utilisation de leur épargne). Environ 9 pour cent des ménages ont eu recours à des stratégies de crise (par exemple la réduction des dépenses non alimentaires non essentielles telles que les dépenses d'éducation ou de santé).

SITUATION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

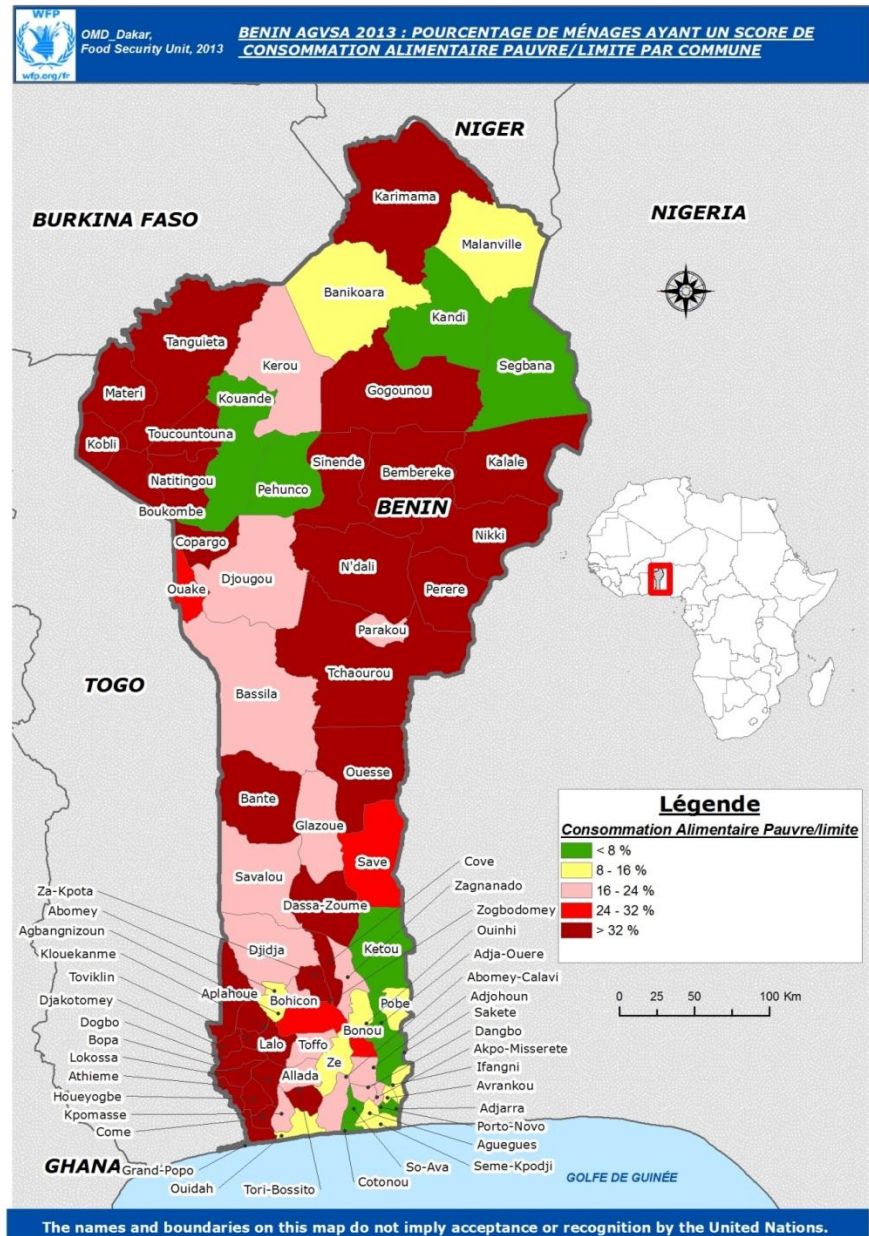
Presque un quart de la population avec une consommation alimentaire inadéquate

Au Bénin, 23 pour cent des ménages avaient une consommation alimentaire inadéquate ne leur permettant pas de vivre une vie saine et active (5 pour cent ont une consommation alimentaire pauvre et 18 pour cent une consommation alimentaire limite) au moment de l'enquête.

Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre consomment principalement des aliments de base (céréales/tubercules) avec un peu de légumes et d'huile. Très peu diversifié, leur régime alimentaire est caractérisé par des insuffisances majeures (aliments riches en protéines animales, fruits, lait et produits laitiers). Les ménages avec une consommation alimentaire limite ont un régime un peu plus diversifié. Ils consomment des légumineuses, des aliments d'origine animale et du sucre de temps en temps.

La consommation d'aliments riches en fer, en protéines et vitamine A est insuffisante chez les ménages avec une consommation alimentaire pauvre/limite. Environ 69 pour cent de ces ménages n'ont pas consommé d'aliments riches en fer, 37 pour cent n'ont pas consommé d'aliments riches en protéines et 18 pour cent n'ont pas consommé d'aliments riches en vitamine A au cours de la semaine précédant l'enquête. La grande majorité des ménages ne consomme quasiment pas de fruit.

Les enquêtes AGVSAN (Nov.-Déc. 2008) et EMICoV (Nov. 2011-Jan. 2012) avaient révélé des taux de consommation alimentaire inadéquate de 12 et 13 pour cent respectivement, soit presque deux fois moins que le taux donné par la présente enquête. Cette différence peut s'expliquer par le fait que les enquêtes ont été menées à des périodes différentes. La présente enquête a été menée en période de pré-soudure alors que les enquêtes précédentes avaient été menées en période de relative abondance. Par ailleurs, en 2008, 13 pour cent des ménages étaient à risque d'insécurité alimentaire. Il est probable que les ménages à risque d'insécurité alimentaire en période d'abondance puissent avoir une consommation alimentaire non adéquate en période de pré-soudure.



Un tiers des ménages ruraux avec une consommation alimentaire inadéquate

Le pourcentage des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre/limite est beaucoup plus élevé dans les zones rurales (30%) que dans les zones urbaines (15%). Dans de nombreuses communes, plus d'un tiers des ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite.

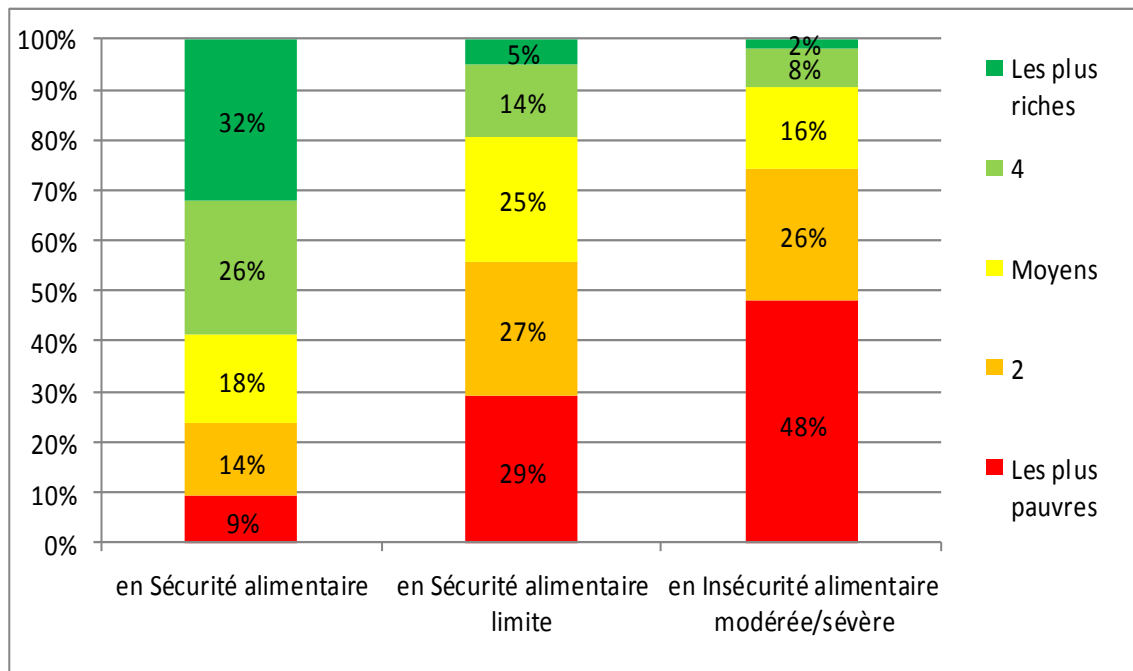
Dans certaines communes du pays, la situation est critique: la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite dépasse largement les 50 pour cent. Il s'agit des communes de Toucountouna (81%), Boukoumbé (78%), Matéri (78%), Tanguiéta (65%), Cobly (54%) et Natitingou (50%) dans l'Altacora, des communes de Bopa (56.8%), Comé (54.4%) et Dogbo (50%) dans le Mono et des communes de Lalo (62%) dans le Kouffo et de N'dali (51%) dans le Borgou.

PROFIL DES MÉNAGES EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'insécurité alimentaire touche principalement les ménages les plus pauvres. Ces ménages consacrent en général plus de 65 pour cent de leur budget à leurs dépenses alimentaires.

Environ 74 pour cent des ménages en insécurité alimentaire appartiennent aux quintiles de richesse les plus pauvres (48%) et pauvres (26%) de la population enquêtée.

Groupes de sécurité alimentaire par quintiles d'indice de richesse



Source: Données ménages de l'AGVSA 2013

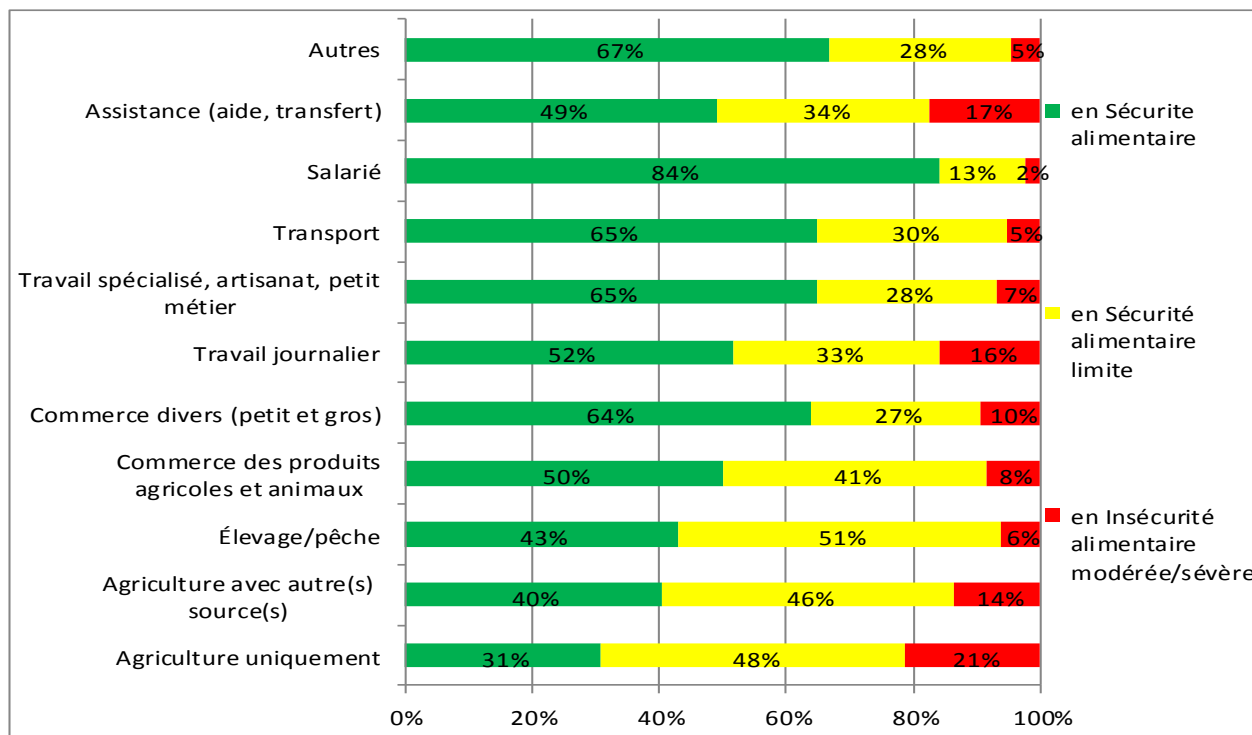
Les ménages dont l'agriculture est la principale ou une des sources de revenu sont généralement plus en proie à l'insécurité alimentaire sévère ou modérée. Environ 21 pour cent des ménages qui vivent uniquement de l'agriculture sont en insécurité alimentaire et 48 pour cent sont en situation limite. Chez les ménages dont l'agriculture est une des sources de revenu, les pourcentages sont respectivement de 14 et 46. Les ménages qui dépendent de l'aide et les travailleurs journaliers sont aussi largement concernés par l'insécurité alimentaire (plus de 15 pour cent des ménages). Plus de la moitié des ménages qui vivent de l'élevage ou de la pêche sont en sécurité alimentaire limite.

Les ménages en insécurité alimentaire vivent généralement dans des conditions sanitaires et d'habitat précaires. Environ 34 pour cent des ménages en insécurité alimentaire n'ont pas accès à une source d'eau potable et 93 pour cent n'ont pas accès à des toilettes hygiéniques.

Il existe un lien entre le niveau d'insécurité alimentaire, de consommation alimentaire et de pauvreté des ménages et le niveau d'instruction du chef du ménage. Environ 76 pour cent des ménages en insécurité alimentaire ont un chef de ménage sans niveau d'instruction.

Les enfants des ménages en insécurité alimentaire sont moins susceptibles d'aller à l'école que les enfants des autres ménages. Chez les ménages en insécurité alimentaire 32 pour cent des enfants ne vont pas à l'école contre 14 pour cent chez les ménages en sécurité alimentaire.

Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les moyens de subsistance des ménages



Source: Données ménages de l'AGVSA 2013

LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Pauvreté et dépendance des marchés

L'insécurité alimentaire des ménages est liée à leur pauvreté. Au niveau national, 36,2 pour cent des ménages (39,7% dans les zones rurales) étaient pauvres en 2010.¹ La proportion de ménages pauvres a augmenté de 1,4 point en milieu rural depuis 2006. Cette légère augmentation de la pauvreté pourrait provenir de la détérioration des revenus des ménages ruraux qui proviennent essentiellement de l'agriculture.

Les ménages sont fortement dépendants des marchés pour s'approvisionner et ont du mal à y accéder financièrement. Pour plus de 85 pour cent des ménages, les marchés sont la principale source d'approvisionnement.

Des prix des produits alimentaires qui restent élevés

Les ménages s'approvisionnent en majorité sur les marchés et sont donc vulnérables à la hausse des prix. Depuis la crise mondiale des prix des denrées alimentaires de 2008, les prix ne sont jamais vraiment redescendus. Ainsi au niveau national, les prix des principales céréales en mai 2013 étaient supérieurs à leurs moyennes quinquennales 2008-2012: +39% pour le gari ordinaire, +9% pour le maïs blanc, + 8% pour le riz local, + 5% pour le riz importé. Ce niveau des prix est dû d'une part à la baisse de la production vivrière de 3% entre 2011-2012 et des racines et tubercules d'environ 5% et d'autre part à l'impact de la crise de sécheresse dans le Sahel et le Nord Bénin.

¹EMICoV 2006, 2010 et 2011.

L'augmentation des prix, notamment du gari qui apporte 16 pour cent de la contribution calorifique totale de la population, constitue une limite sérieuse à l'accès économique des populations, notamment des plus vulnérables. La hausse des prix du manioc à partir duquel le gari est fabriqué est due à la baisse de production du manioc des dernières années.

Un certain nombre de professions (forgerons, tailleurs, maçons, pêcheurs, travailleurs journaliers, petits commerçants) ont vu leur pouvoir d'achat diminuer au cours de l'année 2012 face à la hausse de prix de certaines denrées de base comme le maïs ou le gari.

Pour environ 11 pour cent des villages et quartiers enquêtés la hausse des prix a été un choc au cours de l'année précédente. Les taux sont plus élevés à Cotonou (21%), dans l'Ouémé (28%), le Zou (25%), le Couffo (24%) et le Littoral (21%).

La pauvreté au Bénin: quelques données tirées de l'enquête

Possession de biens:

- Les départements avec les niveaux de pauvreté (en termes de biens) les plus élevés sont: l'Alibori (71% des ménages) et l'Atacora (64%). Les taux sont également élevés dans le Plateau (56%), le Couffo (54%), le Mono (49%), le Borgou et Zou (48%).

Dépenses des ménages

- La moitié des ménages ont des dépenses mensuelles par personne qui ne dépassent pas 13 460 francs CFA (environ 28 dollars).
- La médiane des dépenses du ménage par personne par mois la plus basse est de 8 400 francs CFA dans le Couffo soit environ 17 USD. Elle est de moins de 10 000 CFA dans l'Alibori et l'Atacora.
- Les départements dans lesquels la proportion de ménages avec un niveau de dépenses bas voire très bas et élevée sont : l'Atacora et le Couffo (65% des ménages), l'Alibori (63%), le Borgou (53%), la Donga (50%), les Collines (47%) et le Plateau (47%).

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

- Au niveau national, la part des dépenses consacrées à l'alimentation représente 46 pour cent du budget des ménages. Une très faible proportion des dépenses des ménages est consacrée aux dépenses d'éducation (5%), de santé (5%) et de savon (4%).
- Au niveau national, les dépenses alimentaires représentent une part élevée de leur budget (plus de 65%) pour 13 pour cent des ménages. Dans l'Alibori et l'Atacora, respectivement 63 pour cent et 41 pour cent des ménages ont des dépenses alimentaires qui représentent une part élevée de leur budget.

Une agriculture de subsistance aux moyens de production rudimentaires

L'agriculture est principalement une agriculture de type familial orientée vers la polyculture associée au petit élevage traditionnel. Elle repose sur des petites exploitations familiales. Le secteur agricole est essentiel pour l'économie du pays : il représente 75 pour cent des recettes d'exportation de produits locaux et 35 pour du PIB. Il emploie plus de 70 pour cent de la population active.

Cette agriculture ne permet pas d'assurer tous les besoins de la population qui s'y adonne comme en témoigne le niveau de pauvreté élevé dans les zones rurales. Cela pourrait en partie expliquer l'abandon des activités agricoles par un nombre important de ménages ces cinq dernières années. Ainsi, la proportion des ménages qui pratiquent l'agriculture est passée de 53 pour cent en 2008 à 36 pour cent aujourd'hui. Les ménages cultivent en général de petites superficies. Au niveau national, environ 50 pour cent des ménages agricoles ont emblavé moins de 2 hectares lors de la dernière campagne agricole.

Les moyens de production restent rudimentaires. L'utilisation d'intrants agricoles est encore peu répandue. Environ 51 pour cent des ménages au niveau national n'ont pas utilisé d'intrants agricoles. Seuls 35 pour cent des ménages ont utilisé des engrais chimiques, 18 pour cent ont utilisé du fumier/engrais organique, 13 pour cent des insecticides/fongicides, 12 pour cent des herbicides et 7 pour cent ont utilisé des semences améliorées ou sélectionnées lors de la dernière campagne agricole.

Le cheptel des ménages est relativement petit avec au niveau national une moyenne de 0,6 UBT.² Les ménages agricoles ont un cheptel un peu plus grand (entre 2 et 3 UBT).

L'infertilité des sols est un problème pour presque la moitié des ménages agricoles et leur dégradation est une difficulté rencontrée par 34 pour cent des ménages agricoles.

Accès physique aux marchés parfois difficile

Dans les zones rurales, les ménages peuvent avoir des difficultés à accéder aux marchés. Ainsi, plus de 65 pour cent des villages sont à plus d'une demi-heure de marche du marché le plus proche. En zone rurale, 28 à 46 pour cent des ménages, selon les zones, ont des difficultés pour accéder aux marchés entre juin et octobre. Les inondations sont souvent la principale raison.

Catastrophes naturelles

Le pays est victime de catastrophes naturelles récurrentes et a connu ces vingt dernières années des perturbations climatiques à l'origine de sécheresses et d'inondations aux conséquences non négligeables. Au niveau national, 40 pour cent des villages ruraux enquêtés ont connu des inondations au cours de l'année précédente. Les taux sont élevés dans l'Alibori (70%), le Mono (62%), le Borgou et la Donga (50%). Environ 19 pour cent des villages ruraux ont souffert de la sécheresse. Les taux sont plus élevés dans le Zou (51%), les Collines (40%) et le Mono (22%).

MÉTHODOLOGIE

Cette analyse est basée sur une enquête auprès de 15 000 ménages et une enquête auprès d'informateurs clefs dans 750 villages /quartiers. Les résultats sont représentatifs au niveau national, départemental et communal.

Ces résultats sont indicatifs de la situation de la sécurité alimentaire dans le pays pendant la période de l'enquête qui se situe à l'approche de la période de pré-soudure (les données ont été collectées en février et mars 2013).

CONTACT

Jean-Charles DEI, Directeur de bureau de pays du Programme alimentaire mondial, Bénin

Rafaraso RAKOTONDRANDRIAMARO, Chargée de Programme, PAM, Bénin

Sylvain AKPAN'KAKOU, Senior Programme Assistant/VAM au PAM, Bénin

John McHarris, Conseiller Senior VAM, PAM, Rome

Alexandre BIAOU, Directeur Général, INSAE, Bénin

Djibar Dine ADECHIAN, Directeur des Statistiques Sociales, INSAE, Bénin

² Voir définition section 5.1.8.



vam
food security analysis